

Le FN, pire ennemi des travailleurs

Marine Le Pen sera à Evreux le mercredi 10 avril. Elle n'est pas la bienvenue !

A l'heure où, partout en Europe, les politiques d'austérité plongent les classes populaires dans la misère, l'extrême-droite espère récupérer le désespoir et la colère des plus mal-lotés.

Mais le Front national ne représente en rien une solution pour celles et ceux qui souffrent du chômage, de la précarité, du mal-logement et de la vie chère.

Jamais le FN n'a soutenu les luttes pour l'emploi, les retraites ou les salaires. Sa haine des syndicalistes, des grévistes et de tous ceux qui luttent pour le progrès social est bien réelle.



Le FN distille son poison nationaliste et raciste, accusant les immigrés plutôt que les licenciés. Se laisser diviser serait un piège mortel.

**C'est pourquoi nous
appelons le mercredi 10
avril à un rassemblement
à Evreux**

**au Miroir d'Eau à partir de
17h30**

A l'initiative de : PCF - NPA – LDH – GU-27

Pour joindre et rejoindre le NPA : npa-27@hotmail.fr

Nom :Adresse :

.....Mail :

Site Eure NPA-27: <http://bulletindestrailleurs.over-blog.com>



Comité d'Evreux du Nouveau Parti Anticapitaliste

Pour nous contacter : npa-27@hotmail.fr

Tel : 06 88 16 08 65

Samedi 6 avril 2013

Contre la république du fric et des menteurs Une démocratie réelle maintenant!

Cahuzac a donc été obligé d'avouer devant les juges et publiquement qu'il avait fraudé et menti. Lui, le champion de la lutte contre la fraude fiscale, le donneur de leçon de la rigueur qui a prôné l'austérité à toute la population, aux 5 millions de chômeurs comme aux 10 millions de pauvres, n non seulement jouit d'une solide fortune mais blanchissait en Suisse l'argent qu'il détournait du fisc !

Les complaisances de l'argent et du pouvoir

Qui peut croire que, quand il a demandé à Cahuzac de démissionner, Hollande n'était pas au courant ? Les quelques mesures qu'il a annoncées ne changeront rien et ne convaincront personne. La complaisance est par trop évidente. Elle s'affiche à travers toutes les affaires qu'elles touchent la droite, Woerth, Lagarde, Tapie , Sarkozy ou, maintenant, la gauche. C'est la complaisance de la république « *des copains et des coquins* »

Petits et gros mensonges d'État...

Corruption des sommets d'un monde politique qui n'est là que pour servir les puissances de l'argent. Le véritable scandale est le mensonge officiel de Hollande qui, après Sarkozy, vient nous expliquer que lutter contre le chômage et le recul social c'est satisfaire toutes les volontés de cette minorité parasite. L'affaire Cahuzac est bien la crise d'un régime où argent et pouvoir ne font qu'un.

(suite page 3)

Face à Hollande, président du patronat et des banques, imposons une autre politique

« Je ne suis plus un président socialiste » a déclaré, la semaine dernière, Hollande sur France 2. En effet depuis dix mois, il poursuit et aggrave la politique engagée par Sarkozy. Finis donc les faux semblants, oublié « le véritable adversaire », la finance, Hollande s'affiche comme l'homme du Medef.

Il prétend encore inverser la courbe du chômage d'ici 2014, mais personne ne le croit. Mensonge qui ne sert qu'à justifier les aides versées au patronat ou la nouvelle attaque contre les droits des salariés, l'Accord national interprofessionnel (ANI), que le PS et l'UMP s'approprient à voter, ensemble, à Assemblée nationale.

Non à la flexi-sécurité

Cet accord national, signé le 11 janvier, par le Medef et trois syndicats (CFDT, CFTC, CFE-CGC) poursuit le démantèlement du code du travail. Présenté comme un moyen de « sécuriser l'emploi », il est en réalité une machine de guerre pour licencier plus vite et moins cher, pour baisser les salaires, imposer la mobilité, rallonger le temps de travail. Cet accord scélérat va subordonner la vie, le salaire et les conditions de travail du monde salarial au profit de quelques-uns.

Sortir du piège du « dialogue social »

Ce « dialogue » est une mauvaise farce vise à paralyser les organisations syndicales en les associant aux décisions du patronat et de son gouvernement. Car il n'y a rien à négocier dans le « pacte de compétitivité » réclamé par le patronat.

Il faut au contraire rassembler les forces sociales et politiques pour faire reculer le gouvernement et le patronat et contraindre les députés à rejeter leur projet de loi. Le 5 mars était une première journée de mobilisation, une nouvelle journée aura lieu le 9 avril à l'appel de la CGT, FO, la FSU et Solidaires. Nous devons y participer mais c'est bien plus qui sera nécessaire.



Manifestation intersyndicale Mardi 9 avril à 9h30 devant la Bourse du Travail

Il faut une autre politique !

Nous sommes confrontés à une politique qui aggrave l'austérité pour toute la population : salariés, chômeurs, jeunes, retraités...

Face au gouvernement et au patronat, nous avons besoin d'une opposition politique et social avec tous les partis à la gauche du PS (Front de gauche, NPA, LO, ...). Il nous faut un front uni qui se batte pour une autre politique répondant aux intérêts et aux besoins du monde du travail : interdire les licenciements aux entreprises qui font des profits, répartir le travail entre tou(te)s, garantir un salaire décent, sauver les retraites, annuler la dette illégitime... En un mot, rompre avec une politique soumise aux intérêts des banques et des patrons.

La démocratie maintenant !

La droite et l'extrême-droite voudraient tirer bénéfices du discrédit du gouvernement mais ils participent tous au même monde politique de la 5ème république pourrissante. La droite et l'ancien président des riches, traînent une lourde gamelle, la démagogue millionnaire Le Pen ne vaut pas mieux. Les uns et les autres ne rêvent que d'accéder au pouvoir pour servir les intérêts des privilégiés.

Il est urgent que la population intervienne pour mettre fin à cette république des riches et imposer, par la mobilisation, une démocratie réelle qui se débarrasse de la main mise des banques sur les finances publiques, qui garantisse les droits des travailleurs et de la population et leur permette d'exercer leur contrôle sur la marche de la société. Nous voulons une réelle démocratie maintenant comme le clamaient les indignés de l'Etat espagnol, une démocratie par en bas qui interdise le cumul des mandats, impose le contrôle direct et la révocabilité des élus et mettent les puissances de l'argent hors d'état de nuire. Bref une véritable assemblée constituante.